

Citoyennes, citoyens, camarades

Au nom de

l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI)

(pour la reconstruction de la 4^e Internationale)

soutenue par l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme (AJS)

Michel LANDRON, instituteur, candidat

Claude HIRBEC, instituteur, suppléant

s'adressent à vous.

Nous présentons notre candidature au suffrage des électeurs de la 2^e circonscription du Val-de-Marne. Nous sommes instituteurs dans le Val-de-Marne depuis plusieurs années. Mais avant d'aborder certains des problèmes cruciaux auxquels sont confrontés tous les travailleurs de ce pays, il nous paraît judicieux de commencer par la question de la représentation des citoyens.

Un député, c'est — ou cela devrait être — le mandataire de ses électeurs qui à tout moment doivent pouvoir contrôler son activité. Tels étaient les rapports des députés de la Commune de Paris, éligibles et révocables à tout moment, avec leurs électeurs ; ceux des députés aux soviets du temps de LENINE et TROTSKY en 1917 avec les travailleurs. C'est cela la véritable démocratie, la démocratie ouvrière, la démocratie de l'Etat ouvrier.

Nous n'avons pas à faire à des élections de ce type. Les 4 et 11 mars, il s'agit d'élire des députés dans le cadre de la Constitution autoritaire de 1958. Pourtant, ces élections des 4 et 11 mars ont une grande importance : **il faut battre l'UDR et tous ses alliés qui sont au gouvernement pour servir les intérêts du capital. Il faut combattre pour abroger la Constitution gaulliste et le rétablissement de toutes les libertés ouvrières et démocratiques.** Il faut combattre pour un gouvernement ouvrier qui s'engage à satisfaire les aspirations et revendications des masses. Ainsi nous nous engagerons sur le chemin qui conduit à réaliser la véritable démocratie, la démocratie des Conseils vers le socialisme. Mais pour cela un premier pas est indispensable : battre POMPIDOU - MESSMER.

Venons-en d'abord aux problèmes que, comme instituteurs, nous connaissons le mieux.

Nous constatons chaque jour, comme chacun d'entre vous, que les directives du ministère de l'Education Nationale aboutissent à une complète désorganisation de l'enseignement, au démantèlement de l'Education Nationale, à l'amplification des échecs et des retards, à l'angoisse grandissante des parents et des enfants quant à l'avenir.

Nous l'affirmons. Le gouvernement et ses divers ministres, PEYREFITTE-FAURE-GUICHARD et FONTANET, prennent des mesures qui démantèlent l'Education Nationale contre les intérêts des élèves. Ils légifèrent, ordonnent, décrètent, fixent la carte scolaire, versent les crédits publics (vos impôts) à l'enseignement privé, patronal et confessionnel, ils confient aux trusts du bâtiment alliés aux grandes banques la construction de CES, sources de profit au mépris de la vie de nos enfants. Ils confient à Hachette le monopole de l'édition scolaire et des moyens audio-visuels et lui permettent

de réaliser de gigantesques profits sans que nous puissions contrôler l'enseignement.

Les campagnes, soutenues par toute la presse capitaliste, visant à « alléger » les programmes, aboutissent à la « formation » d'élèves ne connaissant plus l'orthographe, mais à qui on apprendra les rudiments, tout juste nécessaires pour rejoindre la masse des manœuvres, des OS, des employés non qualifiés. Saut pour une minorité d'enfants dont les parents auront les moyens de financer la scolarité.

Il faut arracher l'enseignement des mains du Capital si nous voulons assurer l'avenir de nos enfants. Il faut confier l'enseignement aux représentants élus des enseignants et des parents d'élèves avec les syndicats ouvriers. Pour cela il est nécessaire d'exproprier le trust Hachette, les trusts du bâtiment, et les grandes banques dont les représentants dirigent l'enseignement au compte des intérêts exclusifs du profit capitaliste. Il faut nationaliser totalement l'enseignement, supprimer les écoles privées, abroger toutes les lois antilaïques, établir la scolarité unique, entièrement gratuite de 2 à 18 ans.

Quel gouvernement peut réaliser cela ? Certainement pas un gouvernement où siègeraient des représentants du Capital.

Ces problèmes sont les nôtres, mais aussi les vôtres.

Former une main-d'œuvre déqualifiée pour « déqualifier » les travailleurs, abaisser leurs salaires, accroître l'exploitation. **LE LIEN EST EVIDENT ENTRE LES MESURES PRISES DANS L'EDUCATION NATIONALE CONTRE LES ENSEIGNANTS ET LES ELEVES ET LES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL AGGRAVEES QUE LES TRAVAILLEURS DE TOUTES CATEGORIES SUBISSENT DANS LES USINES, LES BUREAUX, LES CHANTIERS.**

Si le lien est évident, la réponse doit être identique. Les 4 et 11 mars :

- **VOTE CLASSE CONTRE CLASSE**
- **PAS UNE VOIX AUX REPRESENTANTS DU CAPITAL**
- **PAS UNE VOIX AUX CANDIDATS BOURGEOIS**

Dans notre circonscription, voter pour l'UDR MALLET et les autres candidats bourgeois ce serait voter contre vos intérêts les plus profonds de parents, de travailleurs ou de jeunes.

Il faut battre l'UDR et ses alliés. C'est indispensable, cela ne suffit pas. Toute l'expérience le prouve.

RIEN NE SERA CHANGE TANT QUE LE GRAND CAPITAL, LES MONOPOLES ET LES TRUSTS CONTROLERONT L'ECONOMIE ET QU'ELLE FONCTIONNERA SUIVANT LES EXIGENCES DU PROFIT CAPITALISTE. RIEN NE SERA CHANGE TANT QUE LES REPRESENTANTS DU CAPITAL DETIENDRONT LE POUVOIR POLITIQUE.

Des centaines, des milliers de milliards sont versés aux banques, aux monopoles, au grand capital. Tout est bon : les énormes crédits militaires, les commandes de l'Etat, des communes, des départements, des industries nationalisées, le pillage de la Sécurité Sociale par les trusts pharmaceutiques. Tout est bon : « les sociétés mixtes » où l'Etat, les entreprises publiques, les industries nationalisées, fournissent les capitaux, les commandes et les entreprises privées qui y sont « associées » encaissent de fantastiques profits.

UN GOUVERNEMENT SANS MINISTRE CAPITALISTE !

Les partis de la classe ouvrière doivent s'unir pour défaire tous les partis du capital. En effet, de l'UDR aux radicaux de droite et de gauche, tous sont prêts à venir au secours de la V^e République, du pouvoir bourgeois menacé, du capitalisme. Cyniquement, le représentant des « radicaux de gauche », membre de « l'Union de la Gauche », Robert FABRE, dont les amis politiques espèrent se faire élire grâce à l'apport des voix ouvrières, déclare :

« Si le contrat du Programme Commun devait être rompu du fait des communistes, il se trouverait un nouveau RAMADIER au sein de la gauche socialiste et radicale pour traduire cette rupture dans le domaine gouvernemental. »

En clair : expulser le PCF du gouvernement. « Rompre » le « Programme Commun » signifie : mettre en cause la V^e République et sa Constitution ; exproprier le grand capital ; attaquer les institutions politiques, les grands corps constituant, le pouvoir bour-

SEUL UN GOUVERNEMENT SANS REPRESENTANT DES PARTIS BOURGEOIS, DE L'UDR AUX RADICAUX DE DROITE ET DE GAUCHE, DES DEFENSEURS DU CAPITAL, PEUT REpondre AUX ASPIRATIONS ET AUX BESOINS DU PROLETARIAT, DES MASSES EXPLOITEES, DE LA JEUNESSE ET SATISFAIRE LEURS REVENDICATIONS.

Nous sommes instituteurs. Fernand DUPUY l'est également mais il appartient à un parti, le PCF, dont les dirigeants avec ceux du PS viennent de passer un accord avec un parti du Capital (le parti radical dit de « gauche »).

Nous disons que s'allier avec des représentants du capital conduit aux pires reniements. La preuve ?

Les dirigeants du PS et du PCF ont dû affirmer publiquement qu'ils n'attenteraient pas à la V^e République et à sa Constitution ; qu'ils laisseraient POMPIDOU en place. MITTERRAND, et à sa suite, Georges SEGUY, ont déclaré qu'il faudrait modérer les revendications, et, pour cela, maintenir « l'Union de la Gauche ». G. MARCHAIS et F. MITTERRAND parlent même d'introduire des prêtres dans l'enseignement !

Nous, trotskystes, disons aux dirigeants du PCF et du PS :

ROMPEZ avec la bourgeoisie ; rompez avec les partis du capital ; rompez avec le parti radical. Unissez-vous au cours de ces élections, après ces élections, réalisez le Front unique des partis ouvriers et luttons en commun pour que se constitue un **GOUVERNEMENT PS-PCF SANS MINISTRE DES PARTIS BOUR-**

Il faut en finir. **MAIS QUEL GOUVERNEMENT PEUT :**

- Abroger les réformes réactionnaires de la Sécurité Sociale, hospitalière et autres ;
- Exproprier le grand capital, les monopoles, les banques ;
- Elaborer un plan de production sous le contrôle des travailleurs, des masses exploitées, des usagers, des locataires.

QUEL GOUVERNEMENT PEUT en finir avec le pillage de l'Etat, la corruption, les scandales ?

geois ; transférer le pouvoir à la classe ouvrière, aux masses. M. FABRE rêve de jouer un rôle semblable à celui que joua son prédécesseur en 1936, DALADIER. C'est normal : le parti radical est un parti du grand capital.

Nous, trotskystes, affirmons :

Les leçons de plusieurs dizaines d'années de lutte le démontrent :

Au cours de ces élections, le problème posé est :

- **ou soutenir le régime capitaliste** pourrissant et imposer aux travailleurs, aux masses, aux jeunes, le pcids écrasant de ce système en faillite ;
- **ou OUVRIR LA VOIE AU SOCIALISME.**

Les représentants du parti radical veulent sauver le capital, la bourgeoisie, la V^e République. Ils sont partisans de « l'Union de la Gauche » sans rivage à droite. Ils sont prêts à l'union sacrée de tous les partis pour sauver la bourgeoisie dont le pouvoir est menacé.

GEOIS, qui s'engagerait à satisfaire toutes les revendications des masses.

La classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées veulent un gouvernement à elles, des ministres à leur service.

C'est pour cette bataille que l'OCI, soutenue par l'AJS, présente des candidats. Combattre pour le Front unique des partis de la classe ouvrière,

- **Pour le classe contre classe,**
- **Pour un gouvernement PS-PCF sans ministre capitaliste,**
- **Pour le programme de la classe ouvrière,**
- **Pour le gouvernement ouvrier,**
- **Pour le socialisme,**

exige de bâtir le Parti révolutionnaire. Les candidats de l'OCI sont les candidats qui luttent pour la construction du Parti de la révolution prolétarienne, pour la reconstruction de la 4^e Internationale.

VOTEZ O.C.I.

Un autre candidat se présente sous l'étiquette trotskyste. Partisan honteux de l'Union de la Gauche, il n'a aucun droit à ce titre. Ceux qui sont pour le Front unique ouvrier, contre la collaboration de classe, voteront OCI, voteront Michel LANDRON.

Adresse : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, PARIS-10^e.

VOTEZ Michel LANDRON

Quant aux partisans de « l'Union de la Gauche », ils voteront pour les partis ouvriers qui se réclament ouvertement de « l'Union de la Gauche ».

Vu le candidat.